PERSPECTIVE CATHOLIQUE

Lettre d'information
N° 352 • 4 novembre 2026



La France sacrifie son autorité sur l'autel de la révolte

Eric Bertinat - Lycées bloqués, commerces saccagés, violences urbaines, affrontements avec les forces de l'ordre : la crise française dépasse les déficits et les incertitudes politiques. Elle révèle l'affaiblissement des autorités qui structurent la société. Le 24 octobre, les manifestations ont encore rassemblé 410'000 personnes selon le ministère de l'Intérieur. Si de nombreux cortèges se sont déroulés normalement, des groupes radicaux ont provoqué de nouveaux heurts : le phénomène n'est donc pas réductible à une simple contestation scolaire.

Face à lui, le gouvernement a choisi de recevoir les représentants lycéens, de négocier et d'annoncer des mesures, tandis que les plateaux de télévision se mettaient en quatre pour accueillir ces nouveaux plénipotentiaires boutonneux. Reste la question de fond : quelle société construit-on lorsque des adolescents, parfois mineurs, deviennent des interlocuteurs politiques privilégiés grâce aux blocages ?

L'autorité se transmet d'abord dans la famille

La doctrine sociale de l'Église apporte ici une réponse. La famille est la première société naturelle : elle précède l'État, et ses droits comme ses devoirs s'imposent à lui. Les parents, premiers responsables de l'éducation, transmettent non seulement des connaissances mais aussi le respect de l'autorité, le sens du devoir et la maîtrise de soi. Pie XI l'a rappelé dans *Divini illius Magistri* : éduquer ne consiste pas à encourager toutes les aspirations de la jeunesse, mais à former des hommes et des femmes capables d'user de leur liberté avec discernement. Les griefs scolaires peuvent être légitimes. Mais leurs premiers interlocuteurs devraient être les parents, les enseignants et les autorités scolaires, non la rue. Les adolescents doivent pouvoir être entendus sans que leur mobilisation devienne le principal ressort de la décision.

C'est le principe de subsidiarité qui est ici malmené : l'autorité supérieure ne doit pas se substituer sans nécessité aux communautés plus proches de la personne. Appliqué à l'école, il demande à l'État de soutenir les familles et de garantir le bon fonctionnement des établissements, non de laisser l'autorité parentale et scolaire s'effacer devant la pression collective. En traitant les lycéens en partenaires politiques, le gouvernement consacre cette inversion : il reconnaît à une jeunesse dont la mission est de s'instruire un poids que son expérience ne justifie pas.

Quand la révolte devient une école politique

Plus inquiétante encore, la récupération de cette colère par des mouvements politiques qui y trouvent un puissant moyen de mobilisation. Tous les lycéens mobilisés ne sont pas des casseurs, mais une politisation précoce substitue les slogans à la réflexion et l'agitation à l'apprentissage. À cet âge, on devrait apprendre l'histoire, la philosophie, les sciences et les exigences de la vie civique, et mesurer la complexité des questions économiques et sociales plutôt que croire qu'une succession de cortèges les résout. Une société qui enseigne que la contestation permanente est la forme supérieure de l'engagement prépare mal les citoyens responsables dont elle aura besoin.

Le déficit des finances, le déficit de la transmission

Les finances publiques, les institutions et l'école français sont fragilisés, mais un déficit budgétaire se corrige, au moins en principe, par des réformes. Comment réparer une société où les devoirs s'effacent devant les revendications, où l'autorité devient suspecte et où l'obéissance légitime passe pour une faiblesse ?

La France a besoin de jeunes instruits, capables de travailler, de réfléchir et de servir le bien commun, non de faire de l'agitation un modèle de participation civique. Un gouvernement responsable ne confond pas l'écoute nécessaire de la jeunesse avec la reconnaissance d'une autorité née des blocages. Le déficit financier menace la prospérité d'une nation ; la rupture de la transmission entre les générations menace son existence même. —

Nous ne nous demandons plus : «Est-ce que cela plaît au Christ ?» mais plutôt : «Est-ce que cela plaît au monde ?»
(…) C'est l'une des raisons d'une telle instabilité au sein de l'Eglise d'aujourd'hui :
le sable sur lequel nous marchons est mouvant. Nous avons abandonné le roc qu'est le Christ.

Cité par Henry Dietrich (ed.) Through the year with Fulton Sheen (1985)

No Future : une jeunesse sans avenir ?



Mirco Canoci - «No Future». Ce slogan, popularisé par le mouvement punk dans les années 1970, semble trouver un nouvel écho au XXIe siècle. Près d'un demi-siècle plus tard, une partie de la jeunesse paraît éprouver les mêmes difficultés à se projeter dans l'avenir. Les projets à long terme s'effacent parfois devant les incertitudes du quotidien, tandis que fonder une famille, devenir propriétaire ou simplement trouver un emploi stable relève, pour certains, d'un objectif de plus en plus difficile à atteindre.

Les raisons de ce malaise sont multiples : crises économiques, instabilité géopolitique, coût du logement, précarisation de certains emplois et inquiétudes environnementales. À cela s'ajoute une transformation plus profonde de notre société mondialisée, marquée par l'affaiblissement des repères traditionnels et le recul de la foi chrétienne. Dans ce contexte, le présent tend à prendre le dessus sur l'avenir. Il faut profiter immédiatement, consommer, se divertir et multiplier les expériences.

Une société tournée vers le présent

Cette difficulté à se projeter se manifeste également dans les transformations des modes de vie et de l'apparence. Les tatouages, autrefois associés dans l'imaginaire collectif à certains milieux particuliers, se sont largement démocratisés. Ils ne se limitent plus à quelques motifs discrets : certains couvrent désormais une grande partie du corps, jusqu'au visage. Les piercings se sont eux aussi diversifiés, bien au-delà des traditionnels bijoux portés aux oreilles.

Dans une société où les repères collectifs s'affaiblissent, l'apparence ne devient-elle pas parfois un moyen privilégié de construire son identité ? Lorsque les grandes institutions, les traditions et les convictions communes ne jouent plus le même rôle qu'autrefois, l'individu peut être tenté de se définir avant tout par son image et les signes extérieurs qu'il choisit d'afficher. Le corps devient alors, pour certains, un espace d'expression personnelle. Mais cette liberté apparente suffit-elle à donner une direction à l'existence ?

La famille en perte de vitesse

La difficulté à envisager l'avenir apparaît plus clairement encore dans l'évolution de la natalité européenne. Dans de nombreux pays, le nombre moyen d'enfants par femme demeure nettement inférieur au seuil de renouvellement des générations, estimé à environ 2,1 enfants par femme. La Suisse n'échappe pas à cette tendance, avec une fécondité historiquement basse ces dernières années.

suite page suivante

Les raisons sont multiples : coût du logement, dépenses liées aux enfants, difficultés à concilier vie professionnelle et vie familiale, instabilité des couples ou désir de préserver une certaine liberté personnelle.

Cette évolution pose une question fondamentale : pourquoi la fondation d'une famille, qui constituait autrefois un horizon important de l'existence, apparaît-elle aujourd'hui à certains comme un projet inaccessible, voire comme une contrainte dont il faudrait se libérer ?

Lorsque l'avenir est perçu principalement sous l'angle des risques financiers, des sacrifices et des incertitudes, l'enfant peut finir par être considéré comme une charge plutôt que comme un don. La logique de la rentabilité et du confort individuel tend alors à prendre le dessus sur celle de la transmission.

Une fin du monde sans espérance ?

A ces inquiétudes économiques et sociales s'ajoute une autre source d'angoisse : la perspective d'une catastrophe écologique. Une partie de la jeunesse grandit avec l'idée que son avenir serait menacé par des bouleversements environnementaux irréversibles (ce qui est probablement vrai). Les discours alarmistes, relayés par les médias et certains partis politiques, peuvent nourrir le sentiment que le monde de demain sera nécessairement plus difficile à vivre que celui d'aujourd'hui (ce qui est fort probable).

Pour certains, le récit de la fin des temps semble ainsi s'être déplacé du domaine religieux vers celui de l'écologie. Là où les générations chrétiennes se représentaient parfois la fin du monde à travers les images de l'Apocalypse, une partie de la jeunesse envisage désormais son avenir sous le signe d'un effondrement écologique annoncé.

Dans la vision chrétienne, les épreuves de l'histoire ne constituent pas le dernier mot. Elles s'inscrivent dans une histoire orientée vers l'accomplissement des promesses de Dieu.

Une vision purement catastrophiste, au contraire, risque de ne laisser aucune place à l'espérance. Si demain ne peut être que pire qu'aujourd'hui, pourquoi entreprendre, transmettre, se marier ou donner la vie ?

Les temps difficiles annoncés par le Christ

La Bible ne dissimule pas les épreuves qui traversent l'histoire humaine. Jésus-Christ lui-même annonce des périodes de troubles, de guerres et de bouleversements. Dans l'Évangile selon saint Matthieu, Il déclare : Vous entendrez parler de guerres et de bruits de guerres : gardez-vous d'être troublés, car il faut que ces choses arrivent. Mais ce ne sera pas encore la fin.» (Matthieu 24, 6). Le Fils de Dieu ne promet donc pas une existence terrestre débarrassée de toute difficulté. La violence, les crises et les souffrances font partie de l'histoire humaine.

Saint Paul, dans sa deuxième lettre à Timothée, évoque lui aussi les difficultés des derniers jours, marquées notamment par l'égoïsme, l'orgueil, l'amour de l'argent et la recherche effrénée des plaisirs (2 Timothée 3, 1-5). Ces paroles invitent à une réflexion sur les dérèglements moraux de toute époque, y compris la nôtre.

Mais le message chrétien ne se résume pas à l'annonce des épreuves. Le Christ demande également à ses disciples de ne pas se laisser dominer par la peur.

Dans l'Évangile selon saint Luc, Il affirme : «Quand ces choses commenceront à arriver, redressez-vous et levez vos têtes, parce que votre délivrance approche.» (Luc 21, 28)

Là réside une différence fondamentale entre le désespoir et l'espérance chrétienne. Le chrétien ne prétend pas que tout ira nécessairement bien selon les critères du monde. Il sait que les épreuves existent, que la souffrance est réelle et que l'avenir terrestre demeure incertain. Mais il ne considère pas pour autant que tout est perdu.

Retrouver le sens de l'avenir

Face aux incertitudes de notre époque, la réponse ne peut être uniquement économique ou politique. Bien entendu, il est nécessaire de faciliter l'accès au logement, de favoriser l'emploi stable et de permettre aux familles de vivre dignement. L'espérance ne dispense pas d'agir concrètement pour améliorer les conditions de vie.

Mais une société ne peut pas non plus se construire durablement si elle ne croit plus en l'avenir.

Se marier, fonder une famille, transmettre un héritage culturel et spirituel ou s'investir dans une œuvre collective suppose de croire que quelque chose mérite d'être construit au-delà de sa propre existence. Ces engagements impliquent des sacrifices, mais ils donnent aussi une direction à la vie.

La foi chrétienne rappelle précisément que l'homme ne se réduit ni à sa consommation, ni à son apparence, ni à sa réussite professionnelle. Sa dignité ne dépend pas de sa capacité à accumuler des biens ou à profiter du présent. Elle est intrinsèque à sa condition de créature appelée à connaître Dieu. —



Mgr Schneider dénonce «l'islamisation de l'Europe» et met en cause le Vatican

Eric Bertinat - Une vidéo de Mgr Schneider dénonçant «l'islamisation de l'Europe» devient virale alors que l'Espagne traverse une crise migratoire. L'évêque auxiliaire d'Astana, au Kazakhstan, y livre une critique sévère de la politique migratoire européenne, mais aussi de l'attitude du Saint-Siège, qu'il accuse de contribuer, volontairement ou non, à la déchristianisation du continent.

Dans un entretien accordé à Michael Matt, directeur du journal catholique américain *The Remnant*, diffusé le 24 octobre 2026 à l'issue du pèlerinage international *Summorum Pontificum* à Rome, Mgr Athanasius Schneider n'a pas mâché ses mots. Pour le prélat, l'Europe traverse une crise qui dépasse largement la seule question migratoire : son identité chrétienne, sa civilisation et jusqu'à sa capacité à se défendre seraient aujourd'hui menacées.

Évoquant les violences et les troubles qui secouent plusieurs pays européens, notamment la France et l'Italie, Mgr Schneider estime que l'immigration musulmane massive ne saurait être considérée comme un simple mouvement de population. Il y voit une transformation profonde et dangereuse de la société européenne.

L'évêque accuse en outre certains gouvernements de tolérer des violences qui intimident les populations chrétiennes et les dissuadent de défendre leur identité. «Si vous ouvrez la bouche, on brûlera votre maison, on brûlera les églises», déclare-t-il pour illustrer le climat de peur qui s'installe. Selon lui, cette intimidation ne serait pas seulement le fait de groupes violents : elle bénéficierait, au moins indirectement, de la passivité de certains responsables politiques européens. Il évoque une «intimidation massive des catholiques et des chrétiens d'Europe».

Mgr Schneider appelle toutefois à une résistance pacifique, rassemblant catholiques, autres chrétiens et Européens attachés à leur héritage national et culturel. Il demande des législations plus strictes pour protéger les populations et limiter les flux migratoires. «Il faut unir toutes ces forces pour résister pacifiquement à cette intimidation», affirme-t-il, avant de préciser que ce qui est présenté comme de l'immigration constitue, à ses yeux, une véritable «invasion».

Le Vatican accusé d'accompagner la déchristianisation C'est surtout lorsqu'il aborde le rôle du Vatican que Mgr Schneider se montre le plus sévère. Interrogé sur la possibilité d'un réveil catholique capable de redonner à l'Europe ses racines chrétiennes, il exprime sa profonde inquiétude devant l'attitude des autorités ecclésiastiques. Il soupçonne certains responsables du Saint-Siège de collaborer avec les élites politiques européennes en apportant une légitimation morale et spirituelle à leurs politiques migratoires : «Je soupçonne que, malheureusement, les responsables au Vatican collaborent simplement avec les élites politiques européennes.»

suite page suivante

Selon lui, les dirigeants européens ont compris qu'une politique migratoire de grande ampleur serait plus facilement acceptée si elle recevait l'approbation de l'Église. Le Vatican, en tant qu'autorité spirituelle, apporterait ainsi une caution religieuse à des décisions dont les conséquences pourraient être considérables pour l'avenir du christianisme européen. Sa conclusion est sans ambiguïté : «En fin de compte, hélas, le Saint-Siège soutient ce processus, qui portera un préjudice considérable à la présence chrétienne.»

Au cœur de ce désaccord se trouve la manière de comprendre la charité chrétienne. Mgr Schneider dénonce l'utilisation de la charité comme argument politique. Selon lui, certains responsables invoquent l'amour du prochain et l'accueil des pauvres pour justifier des politiques qui mettent en péril l'identité chrétienne des nations. Il compare cette manière d'user des Écritures à la tentation du Christ par le diable, qui citait lui aussi la parole de Dieu. «Malheureusement, nombre de responsables au Vatican se laissent tromper ou cautionnent en partie le processus de déchristianisation de l'Europe», affirme-t-il.

Mgr Schneider n'est pas le premier prélat à mettre en garde contre les conséquences d'une immigration massive sur l'identité des nations européennes. En 2017, lors d'une intervention à l'université Cardinal Stefan Wyszyński, en Pologne, le cardinal Robert Sarah dénonçait déjà les pressions exercées sur les nations pour les contraindre à accepter des politiques migratoires sans considération suffisante pour leur culture et leur cohésion. Il insistait sur la distinction entre les réfugiés politiques ou religieux, contraints de fuir leur pays, et les migrants économiques : «Comment est-il possible de supprimer le droit de la nation de faire la distinction entre un réfugié politique ou religieux [...] et le migrant économique ?» Le cardinal guinéen invitait aussi les pays occidentaux à s'attaquer aux causes profondes des migrations plutôt qu'à considérer le déplacement des populations comme une solution : «Nous devons œuvrer ensemble à la reconstruction des nations ravagées par la guerre, la corruption et l'injustice, mais cela ne signifie pas encourager le déracinement des peuples ni la destruction des nations.» Il dénonçait enfin ceux qui «instrumentalisent la Parole de Dieu» pour promouvoir le multiculturalisme au nom de l'hospitalité chrétienne.

La position de Léon XIV

Dans la continuité de son prédécesseur François, le pape insiste sur les devoirs de charité et d'accueil envers les personnes contraintes de quitter leur pays. Lors de son déplacement en Espagne, en juin dernier, il rappelait que l'accueil des migrants ne saurait être relégué au second plan : «L'accueil des migrants ne saurait être relégué au second plan, ni délégué à quelques bénévoles.» Là où Léon XIV met l'accent sur la responsabilité morale des chrétiens envers les migrants, Mgr Schneider insiste sur les conséquences collectives de l'immigration pour les nations européennes et sur la nécessité de préserver leur héritage chrétien. Ces deux préoccupations ne sont pourtant pas nécessairement incompatibles. La doctrine sociale de l'Église rappelle simultanément la dignité de toute personne humaine, les devoirs de solidarité envers ceux qui fuient la misère ou les persécutions, et le droit des autorités politiques à réglementer l'immigration en fonction du bien commun. Une grande partie du désaccord porte précisément sur l'équilibre entre ces principes : l'accueil des migrants est une exigence morale, mais il ne dispense pas les gouvernements de leur responsabilité envers le bien commun, la sécurité et la cohésion des nations. Inversement, la charité chrétienne ne saurait justifier l'indifférence envers ceux qui fuient les guerres et les persécutions.

Les accusations de Mgr Schneider contre le Vatican sont particulièrement sévères. Elles témoignent néanmoins d'une fracture réelle dans la manière dont les catholiques appréhendent les transformations démographiques, culturelles et religieuses de l'Europe. Derrière la question migratoire se dessine un débat plus profond, qui concerne directement la mission de l'Église : comment exercer la charité sans renoncer à transmettre et à défendre l'héritage chrétien des nations européennes ? —

Pour nous aider
CH21 8080 8004 5427 1100 1
Bénéficiaire :
Perspective catholique
1203 Genève

Comment nous aider ?
Par une contribution financière. Le QR ci-contre vous facilitera votre versement.
Une idée : nous verser une petite somme mensuellement (20.- / 30.- / 50.- ou plus)
D'avance, nous vous remercions

Aux catholiques, à ceux qui le sont un peu et à ceux qui ne le sont pas du tout